

+

+

POURQUOI LE SILENCE ARABE ?

M.-M. Mobamedou

*Directeur de Recherches pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient
Au Ralph Bunche Institute on the United Nations, New York*

D'un carnage à l'autre, l'Algérie poursuit sa descente aux enfers. Mais, alors qu'après six années de crise et cent mille morts, la communauté internationale se décide à rompre le silence, le monde arabe est curieusement absent du débat sur le drame algérien. De par le monde on s'émeut. Lettres ouvertes, prises de position, éditoriaux des grands journaux et rapports des organisations non gouvernementales se succèdent. Le sort de l'Algérie est au cœur de toutes les réflexions, sauf celles du monde arabe où, mis à part de timides et épisodiques dénonciations *sotto voce*, un consensus s'est formé selon lequel il ne faut pas exacerber la nature radicale des événements à Alger. Pour autant, de Nouakchott à Bagdad, les Arabes déplorent de manière tortueuse une Algérie qui se meurt, un pays fou qu'il faut qu'il faut ramener à la raison.

Le non-dit de ces hésitations, dissimulations et contradictions n'est que la peur de l'islamisme. Alors que le monde arabe s'était mobilisé entier contre la répression coloniale française dans les années 50 et 60, peu de voix s'élèvent aujourd'hui pour dénoncer les massacres.

La réalité est que ce conflit indispose les Arabes. Après avoir, dans un bref premier temps, exprimé leur sympathie au mouvement du Front islamique du salut (FIS), la grande majorité des populations arabes a par la suite succombé à l'effet d'une théorie des dominos inversée par laquelle les régimes ont agité avec succès le spectre d'une évolution 'à l'algérienne' afin de contrer toute velléité d'émancipation de leur citoyens. 'Mieux vaut un ordre autoritaire qu'une anarchie démocratique' est alors devenu le credo de beaucoup d'Arabes se complaisant dans le confort d'une configuration politique statique.

+

+

+

+

862

International Responses

Une impuissance volontaire a dès lors été rationalisée sans grands efforts, et, cyniquement, la lutte contre les islamistes a été acceptée comme un mal nécessaire. Cette logique abrégée ignore néanmoins les conditions qui ont mené au 'désordre' : l'illégitimité et la violence du gouvernement algérien actuel. Les Arabes sont-ils dupes ou seraient-ils complices ?

Levons une équivoque : de même que l'argument que la crise algérienne est le fruit d'un traumatisme historique n'est plus tenable, les ambiguïtés de la guerre civile ne sont pas légion. Un coup d'Etat a eu lieu le 11 janvier 1992 pour prévenir la victoire électorale du FIS au second tour des législatives. Il fut suivi d'une implacable répression contre les militants de ce parti. En réaction, ces derniers ont lancé une sanglante insurrection générale contre l'armée et le gouvernement algérien. D'assassinats en attentats à la bombe et prises d'otage, tout a été ensuite fait pour médiatiser et internationaliser un conflit que l'Etat algérien a toujours voulu et longtemps pu étouffer avec un tranquille mépris de la vérité.

Depuis deux ans, le conflit [algérien] a pris une nouvelle dimension avec l'introduction des milices armées - les groupes de légitime défense dit 'patriotes' - et les factions paramilitaires. Cette privatisation de la violence a engendré à son tour une escalade dans la nature des tueries ; égorgements, décapitations et macabres mutilations de toutes sortes se succèdent désormais quasi quotidiennement.

Face à cette agonie, le monde arabe est coupable de complicité avec une junte militaire qu'il supporte passivement par crainte d'une marée islamiste. L'indifférence ambiante ne peut en effet s'expliquer que par la peur de la contagion. De plus, cette peur - et c'est là une nouveauté - est partagée par les régimes et les populations. Un effet pervers de cette paralysie est le renforcement des Etats autoritaires arabes qui font désormais commerce de la crainte du désordre. Le néo-autoritarisme est né.

Tout aussi coupables sont les démocrates arabes autoproclamés - dont un trop grand nombre a bénéficié des largesses des médias occidentaux - qui approuvent la lutte contre l'intégrisme. Et l'on mesure maintenant l'impéritie de ceux qui, cramponnés à des valeurs pseudo-humanistes, ont légitimé *ex post* le coup de force de janvier 1992 en diabolisant les islamistes et en survalorisant le discours de ces derniers.

Ce glissement quant à l'identité du responsable premier de la crise dénote une trop vivace propension à ignorer les crimes de l'Etat algérien : exécutions sommaires, pratique systématique de la torture, disparitions forcées, implication indirecte dans les exactions des milices ainsi que la probable participation à quatre assassinats politiques prémédités ; ceux du président Mohamed Boudiaf, de l'ancien directeur de la sécurité militaire, Kasdi Merbah, de l'ancien ministre de l'intérieur, Aboubakr Belkaïd et du dirigeant de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) Abdelhaq Benhamouda.

+

+

+

+

Pourquoi le Silence Arabe?

863

Un gouvernement illégitime, issu d'un *pronunciamento* militaire, tue sa population. La question algérienne n'est donc plus confinée à ce pays. Nanisme politique et couardise sont les paralysantes contradictions des Arabes contemporains qui n'ont les yeux rivés que sur leurs théâtres locaux. La solidarité des intellectuels occidentaux est la bienvenue - les atteintes aux droits de l'homme relèvent de la conscience universelle - mais elle reste tout de même géographiquement et culturellement secondaire. Pour quelle raison les appels à la paix viennent-ils du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, et pas de celui de la Ligue des Etats arabes, Esmat Abdel-Meguid ?

Le fait que ce soit des Arabes et des musulmans qui sont massacrés (dans des conditions horribles, il faut le signaler) devrait interpeller la conscience arabe avant toute autre. Le voisinage et la communauté de religion impliquent des responsabilités particulières. Il faut impérativement rompre le tabou et dénoncer la superficialité de l'argument spécieux de non-immixtion dans les affaires algériennes. Ce dernier et le silence dominant reflètent l'état déplorable des sociétés civiles arabes où l'action des démocrates arabes n'a que trop souvent été otage des considérations politiciennes et des jalousies nationales sublimées.

Le chauvinisme est le pendant de cette approche dont le pernicieux raisonnement politico-stratégique informe l'aveuglement des humanistes arabes en même temps qu'il favorise la floraison des radicalismes réactionnaires. La routinisation des massacres et la frénésie sanguinaire sont ainsi ignorés de manière à demi-complice parce qu'ils constituent un honteusement soulageant défoulement à distance. La chute de l'Algérie est pourtant celle du monde arabe. Elle n'est que la culmination d'un processus historique régional par lequel les régimes autoritaires ont, à contre-courant de l'histoire, mené leurs pays à la dérive. L'aveuglement arabe sur la question algérienne est une déchéance en plus.

+

+

+

+

864

International Responses

+

+